

Luc Rouban : « Le macronisme est une chimère politique »

Selon le politologue Luc Rouban, l'idée d'une grande convergence des électeurs vers un centre libéral, high-tech et mondialisé, qui devait être le socle d'une nouvelle pratique du pouvoir, n'était pas fondée.

Par Nicolas Truong - Publié Le 05.10.2018 dans Le Monde

Directeur de recherche au CNRS, au Cevipof-Sciences Po, Luc Rouban a publié, au début du mois de septembre, *Le Paradoxe du macronisme*, aux Presses de Sciences Po (176 pages, 12 euros). Il analyse la crise politique qui touche le pouvoir d'Emmanuel Macron, mise en relief par la démission de Gérard Collomb, mardi 2 octobre.

Emmanuel Macron semblait avoir tout pour lui, la jeunesse, la volonté de rupture avec le vieux monde, un mouvement, une large majorité... Mais son pouvoir ne cesse de tanguer depuis cet été. Comment expliquez-vous ces fragilités ?

On pourrait dire que l'ADN politique du macronisme est instable. Emmanuel Macron avait effectivement tout pour lui, du moins apparemment. En fait, il gagne l'élection présidentielle par défaut dans un contexte invraisemblable : le président sortant ne se représente pas, les primaires de la gauche et de la droite font émerger des candidats décalés par rapport au centre de gravité des électors de gauche et de droite, François Fillon est pris dans l'affaire des assistants parlementaires. De plus, les électeurs à gauche ont surtout peur d'un duel Fillon-Le Pen au second tour.

Mais cette fragilité ne vient pas seulement des conditions de sa victoire. Elle vient aussi de sa nouveauté : son mouvement n'est pas un parti réunissant des personnalités nationales bien connues, il n'a pas de racines locales, Emmanuel Macron n'a jamais été élu avant. Et puis l'analyse sur laquelle se construit En marche ! est fautive : il n'existe pas de grande convergence des électeurs vers un centre libéral, high-tech et mondialisé.

Le clivage gauche-droite a la vie dure, surtout lorsqu'il s'agit d'immigration et même de réformer les entreprises ou la fonction publique. Donc, le macronisme est piégé par cette dynamique et ne peut s'affirmer qu'en proposant un pouvoir pragmatique : nous allons enfin faire du concret sans avoir à rendre des comptes aux partis ou à s'emmêler dans des controverses sans fin comme l'a fait François Hollande.

Pour stabiliser cette formule, il fallait montrer très vite que le gouvernement réunissait les bonnes volontés de tout bord, qu'il travaillait de manière horizontale, ouverte, sans a priori, comme le fait un chef d'entreprise avec ses collaborateurs. Mais la pratique n'a pas suivi et on se retrouve avec une chimère politique dont l'espérance de vie risque d'être courte.

Dans quelle mesure la pratique du pouvoir l'a-t-elle peu à peu affaibli ?

On est très vite passé au pouvoir vertical car Emmanuel Macron voulait répondre à la demande d'autorité émanant d'une grande partie des électeurs. Il voulait aussi se démarquer de François Hollande. Mais le pouvoir s'est concentré dans un entourage de proches et dans les cabinets de l'Élysée ou de Matignon, au risque de faire passer le macronisme pour du cynisme. L'appel aux bonnes volontés de gauche ou de droite a vite été relégué aux oubliettes. Le remplacement de Nicolas Hulot a donné lieu à un jeu de chaises musicales au sein de La République en marche. On peut comprendre que d'autres ministres aient eu le sentiment d'avoir été instrumentalisés.

Nicolas Hulot a annoncé sa démission sur France Inter fin août, Gérard Collomb au « Figaro »... Comment expliquez-vous un tel défi à l'autorité du chef de l'État ?

Ces deux départs sont effectivement brutaux et surprenants, au moins dans leur forme. Le protocole habituel sous la V^e République n'a pas été respecté. On sent de la part des protagonistes la volonté de prendre leurs distances une fois pour toutes. Le macronisme a généré un entre-soi, des relations de confiance interpersonnelles, très chargées sur le plan affectif – on se souvient que Gérard Collomb avait les larmes aux yeux lorsque Emmanuel Macron s'est installé à l'Élysée. On peut penser que, derrière les arguments politiques, figurent des réactions personnelles fortes, de la déception, voire de l'amertume. C'est le sentiment qu'a donné notamment Nicolas Hulot.

Quelle est l'ampleur de la déception chez les « marcheurs » ?

Il est difficile d'en mesurer l'ampleur réelle mais cette déception existe notamment chez les députés. Beaucoup attendaient vraiment un grand soir de la mobilité sociale, de l'émancipation, des réformes de

fond portant sur les structures mêmes de la société française, comme celles qui régissent l'accès aux élites. Et certains pensent aujourd'hui qu'on a des réformes à minima, des rapports d'énarques qui dressent des scénarios prudents et conservateurs, bien loin de la fameuse « disruption ». C'était d'ailleurs le sens des remarques de Nicolas Hulot comme de Gérard Collomb, qui a souligné à quel point la situation s'est dégradée sur le terrain de la sécurité.

L'affaire Benalla a-t-elle été le déclencheur de cette débandade politique ?

C'est certainement un moment-clé du quinquennat. Sans être une affaire d'Etat, l'affaire Benalla a révélé deux choses. Tout d'abord, que le nouveau monde était aussi peu déontologique que l'ancien, ce qui c'est d'ailleurs manifesté très vite avec des affaires de conflits d'intérêts, ou l'affaire des emplois présumés fictifs d'assistants au Parlement européen qui a conduit à écarter les ministres MoDem du premier gouvernement Philippe [*en juin 2017*].

Mais, ensuite, et cela est peut-être encore plus important, on a vu que les représentants de la haute fonction publique, qui constitue sans doute le premier des contre-pouvoirs sous la V^e République, étaient plus qu'embarrassés par cette affaire qui mettait au jour des pratiques bien éloignées de leur ethos.

Pourquoi les réformes n'ont-elles touchées que la périphérie et non la structure de l'Etat, comme le président l'avait souhaité à propos de l'ENA ?

La réforme ratée de l'ENA est l'exemple parfait du décalage entre le récit du macronisme et la réalité du terrain. Le classement de sortie, qui fige les carrières et reste très contesté, n'a pas été remis en cause contrairement aux engagements qu'Emmanuel Macron avait pris pendant la campagne. La force politique des grands corps de l'Etat, auxquels il appartient, tout comme le premier ministre, est réelle. Du coup, la grande réforme managériale de l'action publique s'oriente naturellement vers la périphérie, celle des corps d'Etat les plus faibles ou bien celle des collectivités locales, qui sont en pleine ébullition.

« C'est moi ou les populistes », dit en substance Emmanuel Macron, à quelques mois des élections européennes. A-t-il raison ? Et combien de temps cette posture peut-elle tenir lieu de ligne politique ?

L'argument « c'est moi ou le chaos » permet de continuer sur la lancée de la campagne de 2017 alors même qu'il est faux sur le plan sociologique et politique, car le populisme du Rassemblement national n'est pas celui de La France insoumise. Sa faiblesse fondamentale tient au fait que la grande majorité des électeurs ne sont pas demandeurs d'émancipation individuelle mais de protection contre l'insécurité, la pauvreté, la perte de leur univers culturel habituel. C'est pourquoi il faut prendre les populismes au sérieux. Cette ligne politique peut d'ailleurs être suivie par Les Républicains, du moins s'ils réussissent à modérer leur libéralisme économique.